



## MEMORANDUM DE LA SOCIÉTÉ CIVILE GUINEENNE

### *Pour une gouvernance nationale souveraine des financements du Fonds Mondial en Guinée.*

#### Préambule :

Nous, organisations de la société civile guinéenne engagées dans la lutte contre le VIH, la tuberculose et le paludisme regroupé au sein du Conseil National des Organisations de la Société Civile Guinéenne (CNOSCG), exprimons notre profonde indignation face aux récentes décisions liées à la gestion des subventions du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme en Guinée.

Depuis l'octroi des premières subventions du Fonds mondial à la République de Guinée, l'Etat s'est engagé dans une dynamique d'appropriation progressive de la mise en œuvre des différents programmes à travers le renforcement de capacité de l'Unité d'Appui à la Gestion et la Coordination des Programmes (UAGCP) et les Organisations de la société Civile (OSC).

Cependant, les résultats récents observés à l'issue de l'Assemblée Générale de l'ICN du 9 Avril 2026 constituent un recul grave dans ce processus vers la souveraineté sanitaire nationale et un non-respect des directives de la localisation de l'aide au développement.

Tenant compte de cette préoccupation majeure le CNOSCG a convoqué une réunion d'urgence pour définir la position de la Société Civile par rapport au choix des **Principaux Récipiendaires (PR)** pour la mise en œuvre des subventions GC8 à travers les constats ci-après :

#### 1. **Reconduction tacite et opaque de deux Principaux Récipiendaires (PR)**

La reconduction de deux ONG internationales en tant que PR, sans consultation élargie et transparente, soulève de sérieuses inquiétudes quant au respect des principes de bonne gouvernance de l'Instance de Coordination Nationale (ICN).



## 2. Non-respect des engagements contractuels

Les PR reconduits n'ont pas respecté leurs engagements en matière de :

- Mise en œuvre du plan de transition pour l'appropriation pays ;
- La réalisation des activités planifiées dans le C19RM et GC7 ;
- Transfert de compétences à la Société civile ;
- Promotion du leadership local.

## 3. Atteinte à la souveraineté nationale

Cette situation perpétue une dépendance injustifiée vis-à-vis d'acteurs externes, alors même que la Guinée dispose aujourd'hui de structures nationales compétentes à travers l'UAGCP.

Eu égard à ces constats le CNOSCG exhorte :

- La Guinée à évoluer vers une **gestion souveraine des ressources issues du Fonds mondial** ;
- Le respect des directives de la localisation de l'aide humanitaire et de développement ;
- L'arbitrage efficace et efficiente de la subvention GC8 ;
- Au Fonds mondial de s'inscrire dans un état d'esprit de transfert de la subvention GC8 à la partie nationale (UAGCP) ;

Le CNOSCG réaffirme sa disponibilité à des échanges allant dans le sens de la prise en compte des préoccupations légitimes de la Société Civile et des populations clés pour l'intérêt supérieur des bénéficiaires de la subvention.

**Conakry, le 14 avril 2026**

**Le Président du CNOSCG**



**Gabriel HABA**

